



ACCORD-CADRE N° 20265158

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

**Dispositifs et programmes de développement
individuel et collectif des hauts potentiels / viviers du
Groupe Caisse des Dépôts**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type de contrat	4
1.4 - Conditions d'émission des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces de l'Accord-cadre	5
3 - Définitions	6
4 - Protection des données à caractère personnel	7
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 - Durée de l'Accord-cadre	8
5.2 - Délais d'exécution	8
6 - Prix de l'Accord-cadre	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2 - Modalités de variation des prix	9
7 - Conditions d'exécution des prestations	9
7.1 - Obligations générales du Titulaire	9
7.2 - Obligations environnementales	10
7.3 - Confidentialité et sécurité	11
7.4 - Obligation de conseil et de mise en garde	13
7.5 - Personnel du Titulaire	13
7.6 - Suivi qualité des missions	14
7.7 - Garantie en contrefaçon	14
7.8 - Force majeure - Situation d'état d'urgence sanitaire	14
7.9 - Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution	15
7.10 - Travail clandestin	15
7.11 - Obligations de résultat liées à la Solution	15
7.12 - Dispositions relatives à l'externalisation des prestations TIC du lot 1	16
7.13 - Déclaration du Titulaire relative à la Solution	17
7.14 - Hébergement de la Solution	18
7.15 - Accès à la Solution	18
7.16 - Disponibilité de la Solution	19
7.17 - Respect des niveaux de service relatifs à la Solution	19
7.18 - Garanties relatives à la Solution	20
7.19 - Sécurité informatique	21
7.20 - Maintenance	22
7.21 - Traçabilité	22
7.22 - Audit	22
7.23 - Réversibilité	23
7.24 - Clause sociale : Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation ou en risque de décrochage scolaire	24
8 - Droit de propriété intellectuelle	25
8.1 - Protection des éléments de l'Acheteur	25
8.2 - Licence d'Utilisation de la Solution et de la Documentation	25
8.3 - Droits de propriété intellectuelle octroyés par le Titulaire sur les autres Livrables	26
9 - Constatation de l'exécution des prestations	26
9.1 - Vérification et admission de la Solution et de la maintenance associée	26

9.2 - Vérification des autres prestations	29
10 - Modalités de règlement des comptes	29
10.1 - Garanties Financières	29
10.2 - Avance	29
10.3 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	30
10.4 - Présentation des demandes de paiement	30
10.5 - Délai global de paiement	31
10.6 - Paiement des cotraitants	31
10.7 - Paiement des sous-traitants	31
11 - Pénalités	31
11.1 - Conditions générales d'application des pénalités	32
11.2 - Pénalités de retard.....	32
11.3 - Pénalités pour report ou annulation d'une prestation	32
11.4 - Pénalités pour indisponibilité.....	32
11.5 - Pénalité pour non-respect de la législation du travail	33
11.6 - Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité et de sécurité.....	33
11.7 - Pénalité pour non-respect des obligations environnementales	33
12 - Responsabilités	33
13 - Assurances	33
14 - Résiliation de l'Accord-cadre.....	34
14.1 - Conditions de résiliation de l'Accord-cadre	34
14.2 - Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire	34
15 - Règlement des litiges et langues	35
16 - Clauses complémentaires	35
16.1 - Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT	35
16.2 - Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur.....	35
16.3 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption.....	35
16.4 - Régularité administrative du Titulaire	36
16.5 - Conflit d'intérêt.....	36
17 - Dérogations au CCAG - Prestations intellectuelles	37

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les dispositifs et programmes de développement individuel et collectif des hauts potentiels / viviers du Groupe Caisse des Dépôts (CDC).

La CDC recherche des prestataires pour accompagner la construction et le développement des deux parcours viviers :

- Le Vivier Perspectives Groupe (VPG)
- Le Vivier Ressources Dirigeants (VRD).

Lieu(x) d'exécution : France métropolitaine.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot	Désignation
1	Dispositif d'évaluation et d'accompagnement - Assessment et plan de développement individuel
2	Parcours de développement collectif du Vivier Perspectives Groupe
3	Parcours de développement collectif du Vivier Ressources Dirigeants

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un lot ou tous les lots.

Le recours aux plateformes Saas est proscrit dans le cadre du présent appel d'offres sauf dans le cadre du lot 1 : **Dispositif d'évaluation et d'accompagnement - Assessment et plan de développement individuel.**

Le lot 2 (Développement collectif du Vivier Perspectives Groupe) est réservé aux grandes écoles.

1.3 - Type de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre à bons de commande conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 185 833,33 € HT (2 623 000 € TTC), en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R.2162-12 et R.2162-13 à 14 du Code de la commande publique, réparti par lot de la manière suivante :

- Lot 1 : 758 333,33 € HT soit 910 000 € TTC
- Lot 2 : 797 500 € HT soit 957 000 € TTC
- Lot 3 : 630 000 € HT soit 756 000 € TTC

Il est conclu avec un opérateur économique par lot.

1.4 - Conditions d'émission des bons de commande

Les prestations unitaires sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur.

Ce dernier émet les bons de commande en fonction de ses besoins, par application aux quantités réellement exécutées des prix indiqués dans le bordereau des prix du présent Accord-cadre.

Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la durée et/ou les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande, par référence aux prix figurant dans le bordereau des prix du présent Accord-cadre ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

La répartition de l'attribution des bons de commandes entre les deux titulaires du présent accord-cadre est précisé au point 1.2 du CCTP.

Sauf décision contraire de l'Acheteur, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de début de la prestation qui sera précisée dans ledit bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'Acheteur peuvent être honorés par le Titulaire.

L'émission des bons de commande est exécutoire et s'effectue **sans négociation** avec le Titulaire.

L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

L'Acheteur pourra confier au Titulaire de l'Accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel Accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent Accord-cadre.

2 - Pièces de l'Accord-cadre

Les pièces de l'Accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- **L'acte d'engagement (AE) du lot considéré** et ses annexes dont :
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU)
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses annexes dont :
 - L'annexe relative aux règles de sécurité des systèmes d'information (RSSIPS) ;
 - L'annexe relative au traitement des données à caractère personnel (RGPD) ;
 - L'annexe « Plan d'Assurance Qualité » (PAQ) complété par le Titulaire du lot 1

- L'annexe « Dispositif de Maîtrise des Risques » (DMR) pour le lot 1
- L'annexe « Sous-traitance et lieux d'exécution de la Prestation » pour le lot 1
- L'attestation sur l'honneur relative à la situation de conflit d'intérêt.
- Les 2 annexes mode opératoire facturation
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, le cas échéant ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;**
- **Le cadre de réponse technique du Titulaire remis dans son offre**
- **Le questionnaire Saas complété par le Titulaire du lot 1**
- **Les bons de commande émis en cours d'exécution de l'Accord-cadre dans les conditions définies ci-avant.**

Dans les cas où ces documents sont modifiés par voie d'avenants, chaque avenant a un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'Accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte **sans réserve**, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

3 - Définitions

Acheteur : la CDC (Caisse des dépôts, établissement public) bénéficiaire du présent Accord-cadre.

Adaptations : paramétrages réalisés par le Titulaire pour répondre aux besoins du Pouvoir Adjudicateur.

Anomalie : désigne tout défaut, dysfonctionnement, erreur, non-conformité, dégradation des performances ou problème d'utilisation de la Solution, de ses Mises à jour et/ou Nouvelles Versions induisant une gêne ou l'impossibilité totale ou partielle de bénéficier d'une ou plusieurs fonctionnalité(s) de la Solution telles que prévues dans les documents contractuels, indépendamment d'une mauvaise utilisation.

Les anomalies sont classées en trois catégories en fonction de leur incidence sur le fonctionnement opérationnel de la Solution :

- **Anomalie Bloquante** : désigne toute erreur qui, unitairement ou cumulée, a des répercussions sur le fonctionnement, empêchant l'utilisation ou l'exploitation normale d'une fonctionnalité ou plusieurs fonctionnalités essentielle(s) de la Solution et notamment se traduisant par l'absence d'exécution d'une fonction ou défaut dans l'exécution d'une fonction ou représentant une gêne importante pour le Pouvoir Adjudicateur.
- **Anomalie Majeure** : désigne toute erreur qui affecte une partie des fonctions de la Solution ; celles-ci fonctionnant de manière dégradée, sans bloquer ou risquer de bloquer l'exploitation d'une fonctionnalité essentielle de la Solution.
- **Anomalie Mineure** : désigne toute autre erreur n'ayant que peu d'impact pour l'Utilisateur.

Documentation : désigne l'ensemble des documents en langue française afférents à la Solution, décrivant ses caractéristiques en termes de fonctionnalités et de performances ainsi que ses modalités d'utilisation. La Documentation est personnalisée à la solution fournie au Pouvoir Adjudicateur et intègre le paramétrage réalisé. Au sens du présent Accord-cadre, lorsqu'il est fait référence à la Documentation, il s'agit toujours de la dernière version en vigueur de la Documentation, si cette dernière est amenée à évoluer régulièrement.

Données : désigne toute information, quel qu'en soit la forme et le fond, contenues et/ou entrées manuellement ou automatiquement, traitées et/ou produites dans le cadre de l'Accord-cadre. Les Données désignent notamment les données d'exploitation du Pouvoir adjudicateur qui sont traitées par les Utilisateurs, au moyen des fonctionnalités de la Solution.

Heures ouvrées : désigne les heures comprises entre 7 h 30 et 22 h.

Incident de Sécurité : désigne tout événement ou une série d'événements imprévus résultant de processus internes inadaptés ou défaillants ou d'événements extérieurs affectant la sécurité ou le fonctionnement des systèmes d'information et de communication (notamment leur disponibilité, leur intégrité, leur confidentialité ou leur continuité) et/ou la sécurité des informations utilisées pour la fourniture de la Solution (notamment sa disponibilité, son intégrité ou sa confidentialité). Ceci inclut les incidents provenant de cyber-attaque ou de la non-pertinence ou de la mise en échec des mesures de sécurité physique.

Livrable : désigne tous les éléments quelles qu'en soient la nature ou la forme, tels que les objets, la Documentation, les données, rapports, analyses, travaux, résultats, logiciels, procédures, décrits au sein du CCTP et/ou réalisés par le Titulaire spécifiquement pour le compte et les besoins du Pouvoir Adjudicateur et fournis au Pouvoir Adjudicateur dans le cadre du présent Accord-cadre.

Mise à jour : désigne une version de la solution comprenant des corrections et/ou des adaptations et/ou des modifications non substantielles des fonctionnalités existantes.

Nouvelle version : désigne toute nouvelle version de la solution comprenant de nouvelles fonctionnalités.

Plateforme : désigne les serveurs et l'infrastructure technique du Titulaire qui hébergent la Solution accessible par les Utilisateurs du Pouvoir Adjudicateur via une connexion Internet à l'adresse web indiquée par le Titulaire.

Prestation TIC : désigne la prestation relative à la fourniture d'un service en mode SaaS au titre du lot 1 conformément à la réglementation en matière de résilience opérationnelle numérique.

Programme Malveillant : désigne un code informatique nocif tel que notamment virus, bombes logiques, vers, chevaux de Troie ou tout autre code ou instruction infectant ou affectant tout programme, logiciel, donnée, fichier, base de données, ordinateur ou autre matériel ou élément, endommageant, portant atteinte, compromettant l'intégrité ou la confidentialité, perturbant en tout ou partie le fonctionnement, détournant ou permettant de détourner en tout ou partie un système d'information de l'usage auquel il est destiné.

Solution : désigne l'outil accessible en mode SaaS mis à disposition de la CDC - à savoir, le site de commande en ligne - et la Documentation qui lui est afférente, intégrant l'ensemble des fonctionnalités décrites dans le CCTP, paramétrée et personnalisée selon les besoins de l'Acheteur.

SaaS ou « Logiciel en tant que Service » : SaaS est l'acronyme de Software as a Service. Désigne le mode d'accès distant aux fonctionnalités de la Solution, par le biais d'Internet.

Services : désigne l'ensemble des services liés à l'utilisation de la Solution par l'Acheteur et décrits notamment au présent document et au CCTP.

Utilisateur : désigne toute personne physique autorisée par l'Acheteur à se connecter par accès distant à la Solution pour en utiliser les fonctionnalités.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Dans le cadre du présent Accord-cadre, le Titulaire peut avoir accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation de la mission objet de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « Traitement de données personnelles » (RGPD) jointe au présent CCAP qui fournit le cadre contractuel applicable entre l'Acheteur, agissant comme

Responsable de Traitement et le Titulaire agissant comme sous-traitant au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable.

Ainsi, il mettra en œuvre les moyens nécessaires à la sécurité de ces données et ne les traitera que selon les instructions de l'Acheteur.

De manière générale, le Titulaire s'engage à ne pas réutiliser, céder ou mettre à disposition des tiers, hormis dans les conditions définies pour l'exécution de l'Accord-cadre pour quelque cause que ce soit, les données personnelles qu'il serait amené à traiter pour le compte de l'Acheteur au titre du présent Accord-cadre.

Toute évolution réglementaire en matière de protection des données personnelles qui pourrait donner lieu à un renforcement des obligations du Titulaire au titre du présent Article sera mise en œuvre par le Titulaire à ses frais, dans les délais impartis par la nouvelle réglementation.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée de l'Accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **deux (2) ans** à compter de sa date de notification.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

Il pourra être reconduit **tacitement une fois** pour une nouvelle période de deux (2) ans sans dépasser quatre (4) ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Acheteur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

5.2 - Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-Pi, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés **au CCTP et le cas échéant, dans le bon de commande** émis par l'Acheteur conformément aux stipulations de l'Accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du C.C.A.G. - P.I., le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

6 - Prix de l'Accord-cadre

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord-cadre est traité à prix mixtes :

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application, du montant indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) du lot considéré et le cas échéant en cas de bons de commande aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le détail figure dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution de la prestation) ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, et la cession des droits de propriétés intellectuelle visée à l'article 12.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du Marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ou le mois de remise de la dernière offre en cas de négociations. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sur demande écrite préalable du Titulaire, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN}(n) / \text{SYN}(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN « Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) ».

Lorsque In n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, l'Acheteur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I.

Le paiement p, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de In et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois (3) mois après la date à laquelle In est publié.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'Accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

7 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et aux règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

Les livrables seront adressés selon les modalités prévues aux articles 3.3 et 3.4 du CCTP.

7.1 - Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'accord-cadre qui lui sont attribuées conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

En outre, le Titulaire s'engage à respecter les Règles de Sécurité du Système d'Information pour les prestations de service (RSSIPS) telles que mentionnées en annexe.

Le Titulaire s'engage à fournir à l'Acheteur des livrables qui ne portent en aucune manière atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la vie privée, l'image, l'honneur. Il garantit de même que ces contenus sont conformes à la déontologie professionnelle et ne constituent ni un dénigrement, ni une diffamation.

Le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'accord-cadre qui lui ont été attribués ou susceptibles d'affecter l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié à l'Acheteur chargé du suivi global de l'exécution de l'accord-cadre qui lui est attribué. Ce dernier sera l'interlocuteur unique de l'Acheteur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

De plus, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant par un intervenant de niveau équivalent, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'Acheteur, ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

Dans le cadre de l'exécution des prestations contractuelles, les intervenants du Titulaire peuvent participer sur invitation de l'Acheteur à des réunions de travail. Lorsque ces réunions se déroulent dans les locaux de l'Acheteur, les stipulations de l'alinéa précédent s'appliquent.

7.2 - Obligations environnementales

La Caisse des dépôts exige que le Titulaire s'engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- **Mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter**
- De manière générale, réduire son impact sur l'environnement (y compris sur le volet biodiversité).

Le Titulaire communique annuellement à la Caisse des Dépôts sur la plateforme PROVIGIS www.provigis.com, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière dans le cadre du présent accord-cadre.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
- de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
- subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,

- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués chaque année **au plus tard le 30 décembre** de chaque année du marché.

Le Titulaire veille par ailleurs à respecter les prescriptions suivantes :

- il communique à l'Acheteur, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable ;
- pour tout document ou livrable qui ne peut être communiqué par voie électronique, il assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques, sauf clause contraire ou demande contraire de l'Acheteur à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable
- il intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable (aspects sociaux, sociétaux et environnementaux) dès que ces éléments sont opportuns ;
- il favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- il privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- il prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillée ;
- il met en place une politique de sobriété numérique (par exemple : tri des Données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés) .
- les mesures prises par le Titulaire pourront être contrôlées par l'Acheteur.

Le Titulaire s'assure du respect des obligations environnementales de l'accord-cadre par ses sous-traitants.

7.3 - Confidentialité et sécurité

7.3.1 Confidentialité

Le présent article déroge expressément aux stipulations de l'article 5.1 du C.C.A.G. - PI.

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment l'Acheteur, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution de l'accord-cadre.

L'Acheteur s'engage à garder confidentiel les documents et/ou informations du Titulaire dont il aura indiqué de manière claire et non équivoque le caractère confidentiel.

Le Titulaire doit faire preuve d'une vigilance renforcée lorsque ces informations sont de nature financière et/ou comptable et qu'elles sont susceptibles d'être qualifiées d'informations privilégiées au sens de la réglementation financière. Ces informations privilégiées peuvent concerner l'Acheteur ou les émetteurs d'instruments financiers sur lesquels l'Acheteur détient de telles informations. La divulgation, l'utilisation ou la recommandation d'agir sur la base de ces informations privilégiées constituent des infractions pénalement répréhensibles.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux (2) années après l'expiration de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité et sécurité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ♦ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre du accord-cadre. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Les modalités de destruction des données sont précisées à l'article 31 du CCAG-PI.
- ♦ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- ♦ le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre du présent accord-cadre. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- ♦ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.
- ♦ Le Titulaire s'engage à ne communiquer, ni permettre à quiconque ne disposant d'aucune autorisation ou habilitation à cet effet, l'accès aux données, et s'assure de la sécurité physique et logique des accès aux services mis en œuvre.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans le présent accord-cadre, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et s'engage à ce titre à conclure avec les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

L'obligation de confidentialité et de sécurité est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire et pourra entraîner de ce fait en cas de non-respect une indemnité dans les conditions prévues ci-après à l'article 10.4.

7.3.2 Sécurité des données à caractère personnel

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection et l'intégrité des données de l'Acheteur et/ou des données qui lui seraient confiées dans le cadre de l'hébergement et du traitement de ces données. Il prend toutes les mesures pour empêcher l'accès par des tiers aux données qui lui sont confiées pendant l'exécution des présentes.

L'Acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du Titulaire ou le cas échéant, auprès de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'Acheteur selon les conditions prévues aux articles 19.3 du CCAG PI.

Le présent article complète les stipulations de l'article 5.2 du CCAG -PI.

Les documents particuliers de l'accord-cadre préciseront les obligations du Titulaire conformément à l'article 28 du RGPD et ainsi que les éventuelles pénalités applicables en cas de méconnaissance de la réglementation.

7.4 - Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informe régulièrement le représentant de l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations, a minima et le cas échéant dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'Accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter le Pouvoir Adjudicateur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par le Pouvoir Adjudicateur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par celui-ci afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent Accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour le Pouvoir Adjudicateur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

7.5 - Personnel du Titulaire

Le Titulaire s'engage à prévoir des effectifs suffisants avec la compétence requise pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire affecte à l'exécution de l'accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des services et pour la bonne réalisation de ceux-ci.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses équipes pendant la durée de l'accord-cadre.

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution de l'accord-cadre reste sous le contrôle et la seule autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés, y compris lorsque les prestations sont effectuées dans les locaux de l'Acheteur.

7.6 - Suivi qualité des missions

Le suivi qualité de la mission s'effectuera avec l'interlocuteur privilégié désigné par le Titulaire.

7.7 - Garantie en contrefaçon

Le Titulaire déclare que les fournitures et résultats des prestations, notamment les Livrables, et les éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent Accord-cadre sont sa propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à conclure le présent Accord-cadre et à octroyer à l'Acheteur les droits visés à l'article 8 ci-après et que rien ne s'oppose donc à la conclusion de l'Accord-cadre.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers au motif que tout ou partie des Adaptations ou Livrables, constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle préexistants revendiqués par des tiers, ou un acte de concurrence déloyale parasitaire, la responsabilité de l'Acheteur ne pouvant être recherchée à ce sujet.

A ce titre, le Titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels l'Acheteur pourrait être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication, ainsi que les indemnisations et frais de toute nature dépensés par le Pouvoir adjudicateur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

En cas de réclamation comme indiqué ci-dessus, le Titulaire doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour l'Acheteur d'assurer son activité :

- soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications des livrables et prestations attendues au titre de l'Accord-cadre ;
- soit obtenir l'autorisation pour l'Acheteur de continuer à l'utiliser ;
- soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications de l'Accord-cadre et ne donnant pas lieu à une action d'un tiers.

En l'absence de mise en œuvre par le Titulaire de l'une des trois solutions précitées, le Titulaire prendra à sa charge tous les frais supportés par l'Acheteur pour assurer la continuité de son activité.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre de l'Accord-cadre, et donc après la cessation du présent Accord-cadre pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation dans les conditions prévues au présent CCAP.

7.8 - Force majeure - Situation d'état d'urgence sanitaire

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, cette stipulation étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part de l'Acheteur au Titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des juridictions administratives françaises.

Dans le cas particulier des crises sanitaires ou situations d'état d'urgence sanitaire au sens de l'article L. 3131-12 du Code de la santé publique conduisant les autorités publiques à adopter des mesures visant à la restriction de la circulation des personnes et des biens, les réservations pourront être annulées ou reportées sans indemnité ni préavis.

7.9 - Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants selon les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour l'exécution de parties de l'accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'accord-cadre.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des Documents Contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre « DISPOSITIFS ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT INDIVIDUEL ET COLLECTIF DES VIVIERS DU GROUPE CAISSE DES DEPOTS ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français. »

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) selon les dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. - PI.

7.10 - Travail clandestin

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

7.11 - Obligations de résultat liées à la Solution

Seul le titulaire du lot 1 est concerné par les clauses relatives à la solution.

Le Titulaire met à disposition de l'Acheteur, dans le cadre du présent Accord-cadre, une Solution hébergée en mode SaaS, permettant la passation et le suivi des commandes (désignée sous le terme la « Solution » dans les documents contractuels).

La Solution comprend toutes les fonctionnalités décrites dans l'offre du Titulaire et est paramétrée pour les besoins de l'Acheteur.

Sauf stipulation contraire du CCTP ou du présent CCAP, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat notamment en ce qui concerne :

- i. le paramétrage et le développement de la Solution de façon qu'elle couvre l'ensemble des besoins fonctionnels définis dans le CCTP ;
- ii. l'hébergement de la Solution ;
- iii. le maintien en condition opérationnelle de la Solution, pour assurer la disponibilité de la Solution dans le respect des niveaux prévus aux articles 7.15 « Disponibilité de la Solution » et 7.16 « Respect des niveaux de service » du CCAP ;
- iv. la sécurité des Données de l'Acheteur ;
- v. la fourniture de services associés tels que notamment la sauvegarde des données de l'Acheteur traitées par la Solution, ou la réversibilité / transfert définitif ;
- vi. la fourniture de prestations d'interface avec les SI de l'Acheteur le cas échéant ;
- vii. la fourniture de prestations d'éditique ;
- viii. la fourniture de prestations d'accompagnement des utilisateurs.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

7.12 - Dispositions relatives à l'externalisation des prestations TIC du lot 1

7.12.1 Principes généraux

La Caisse des Dépôts et Consignations est assujettie aux dispositions du décret n°2020-94 du 5 février 2020 modifié relatif au contrôle interne et externe de la Caisse des Dépôts et Consignations (ci-après appelé le « Décret »).

Les Prestations TIC du présent accord-cadre, sont qualifiées (i) de services de Technologie de l'Information et de la Communication au sens de la section 3 du Décret renvoyant au règlement n°2022/2554 du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier (DORA).

Il résulte de ce qui précède, que le Titulaire, dans le cadre des prestations prévues dans le présent accord-cadre au titre du lot 1 s'engage expressément, à tout moment pendant toute la durée de l'accord-cadre à respecter les obligations ci-dessous dans le cadre d'une obligation de résultat :

- Recueillir l'accord exprès et écrit de l'Acheteur avant de procéder à toute modification substantielle des modalités d'exécution des Prestations, notamment avant de procéder à toute modification du lieu d'exécution des prestations et de traitement ou de conservation des données ;
- Garantir l'accès, la récupération et la restitution à l'Acheteur, dans un format facilement accessible, des données à caractère personnel ainsi que des autres données traitées par l'Acheteur, en cas d'insolvabilité, d'arrêt de la maintenance ou du développement de la Solution, de cessation des activités du Titulaire, de résiliation de l'accord-cadre ou plus généralement en cas d'interruption de ses activités commerciales pour toute cause.
- Fournir à l'Acheteur une assistance en cas d'incident lié aux Services en rapport avec les Prestations TIC, sans frais supplémentaires ;
- Coopérer pleinement avec l'ACPR ou toute autorité compétente, y compris les personnes nommées par elle. En outre, le Titulaire reconnaît que l'ACPR a le pouvoir d'exiger que l'Acheteur lui fournisse toutes informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions et de mener toutes enquêtes ou inspections nécessaires s'agissant des Prestations TIC ;
- Se conformer strictement aux procédures définies par l'Acheteur concernant l'organisation et la mise en œuvre du contrôle des Prestations notamment le droit d'audit prévu au CCAP et CCTP.

L'Acheteur pourra de plein droit et sans intervention judiciaire résilier le présent accord-cadre :

- Lorsque le Titulaire apporte des modifications importantes à ses propres accords de sous-traitance concernant la fourniture des Prestations TIC, malgré l'objection et la demande de modifications par l'Acheteur telles que visées à l'Article « Sous-traitance » ;
- Lorsque le Titulaire met en œuvre des modifications importantes des accords de sous-traitance des Prestations avant la fin du délai de préavis sans l'approbation explicite de l'Acheteur ;
- Lorsque le Titulaire sous-traite tout ou partie des Prestations alors qu'une telle sous-traitance n'est pas explicitement autorisée par le présent accord-cadre.

- Lorsque Le suivi des risques lié aux Prestations a révélé l'existence de circonstances susceptibles d'altérer l'exécution des Prestations, ou à révéler des changements significatifs qui affectent l'accord-cadre ou la situation du Titulaire ;
- Lorsque Le Titulaire présente des faiblesses avérées liées à sa gestion globale du risque liées aux Prestations TIC et, en particulier, dans la manière dont il assure la Disponibilité, l'authenticité, l'Intégrité et la Confidentialité des Données ;
- Lorsque L'ACPR ou toute autre autorité compétente ne peut plus surveiller efficacement l'Acheteur en raison des conditions de l'accord-cadre ou des circonstances qui y sont liées.

7.12.2 Sous-traitance relative à l'externalisation

Le Titulaire ne peut confier l'exécution de tout ou partie des Prestations TIC à un ou plusieurs tiers, sans l'accord préalable exprès et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire communique notamment à l'Acheteur :

- les noms des Sous-Traitants ;
- leur niveau d'implication ; et
- leur rôle et la durée de leur intervention dans chaque phase de l'exécution des Prestations TIC.

Les sous-traitants restent, en toute circonstance, placés sous l'autorité et la supervision du Titulaire, qui est l'unique responsable de l'exécution de la totalité des Prestations TIC, et plus spécifiquement du respect des niveaux de qualité, de sécurité et de Confidentialité convenus avec l'Acheteur.

Le Titulaire se porte fort du respect par les Sous-Traitants, de premier rang comme de nième rang, des obligations contractuelles qui incombent au Titulaire au titre du présent accord-cadre. En particulier, le Titulaire obtient de tout Sous-Traitant un engagement écrit de :

- a) se conformer aux lois et réglementations qui s'appliquent aux Prestations TIC concernées ;
- b) respecter des obligations contractuelles similaires à celles qui incombent au Titulaire au titre du présent accord-cadre, y compris concernant les niveaux de qualité, de sécurité et de Confidentialité attendus, et se conformer strictement aux procédures définies par l'Acheteur concernant l'organisation et la mise en œuvre du contrôle des Prestations, telles que prévues notamment dans les annexes « Plan d'assurance Sécurité (PAS) » ou « Dispositif de Maîtrise des risques (DMR) » ; et
- c) conférer à l'Acheteur et aux autorités compétentes chargées de la supervision de l'Acheteur les mêmes droits d'accès et d'audit que ceux qui ont été consentis par le Titulaire à l'Acheteur dans le cadre du présent accord-cadre.

7.13 - Déclaration du Titulaire relative à la Solution

Dans le cadre de la fourniture de la Solution, le Titulaire déclare :

- s'engager à délivrer une Solution conforme à sa documentation technique et fonctionnelle et aux besoins exprimés par l'Acheteur dans les documents contractuels ;
- avoir pris connaissance des besoins exprimés par l'Acheteur ;
- offrir toutes les garanties et notamment mettre en œuvre des solutions techniques et organisationnelles conformes à l'état de l'art assurant la protection des données, notamment au regard des dispositions légales et réglementaires en vigueur, tant sur le plan européen que national, en matière de protection des données à caractère personnel et notamment des exigences posées par le règlement européen n° 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») ;
- mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de garantir le bon fonctionnement du service et empêcher toute intrusion non autorisée aux données et garantir leur intégrité ;
- mettre en œuvre toutes les mesures requises afin de restreindre l'accès au service aux seules personnes autorisées ou habilitées par l'Acheteur ;
- disposer d'un plan de secours informatique et/ou d'un plan de continuité d'activité permettant de sauvegarder dans des lieux différents les données de l'Acheteur ;
- prendre toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des Données affectées par ledit incident.
- s'engager à informer, sans délai, l'Acheteur de toute édition d'une Nouvelle Version ou Mise à Jour de la licence de la Solution et à indiquer à l'Acheteur comment y accéder.

7.14 - Hébergement de la Solution

Le titulaire décrit la solution d'hébergement de sa solution (données et traitements) : sites de production, sites de back-up, sites de sauvegarde, si ces sites relèvent de sa propriété ou de celle de sous-traitants, la localisation géographique de ces sites.

Il décrit également les certifications relatives à sa solution d'hébergement (par exemple SecNumCloud).

Le Titulaire s'engage à héberger les données nécessaires à l'exécution de la Solution, notamment en mettant à disposition une infrastructure d'hébergement correspondant aux exigences de qualité et de sécurité tels que définis dans le présent CCAP, dans le CCTP et précisées dans l'offre du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ce que la Solution soit accessible depuis les postes informatiques situés dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur.

Pour tout accès depuis un poste informatique externe (tablette, PC portable professionnel), le Titulaire prévoit les niveaux de sécurité adéquats.

Le Titulaire s'engage à adapter en permanence la capacité de stockage en prenant notamment en compte le volume des Données hébergées, l'évolution prévisible de celles-ci, la périodicité et le volume des Données mises en ligne.

Le Titulaire s'engage à **isoler son activité d'hébergement** pour le compte de la Caisse des Dépôts, de toutes ses autres activités, au moyen d'un dispositif de séparation logique offrant des garanties de sécurité. Il s'engage à cloisonner les données de l'Acheteur de celles provenant de tiers.

Le Titulaire s'engage à localiser ses serveurs dans un pays se situant au sein de l'Union Européenne, conformément aux stipulations prévues par l'annexe relative au traitement des données personnelles (RGPD).

Pour le cas où le Titulaire souhaiterait localiser ses serveurs ou ceux de ses sous-traitants hors de l'Union Européenne, ou avoir recours à un sous-traitant proposant un service hors de l'Union Européenne il s'engage à obtenir l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à ne pas héberger ou faire héberger les Données de l'Acheteur même à des fins de transit par un sous-traitant localisé dans un pays non-membre de l'Union Européenne sans l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Les frais de modification de la localisation du centre d'hébergement seront à la charge exclusive du Titulaire. Les modalités techniques du déménagement devront être réalisées par le Titulaire, de telle manière que les données de l'Acheteur restent totalement accessibles et sans interruption de service pour l'Acheteur. En outre, dans l'hypothèse où le Titulaire déciderait de changer l'un ou l'autre des équipements (serveurs, baies de stockage, disques...) du centre d'hébergement, il fera son affaire personnelle des coûts éventuels induits, et garantit une continuité de services et de disponibilité des accès aux données.

7.15 - Accès à la Solution

La Solution est accessible par le biais d'une connexion à distance grâce à une adresse de connexion (URL), un identifiant de connexion (login) et un moyen d'authentification tels qu'un mot de passe (ci-après Identifiants de connexion) ou une interface permettant de mettre en œuvre de la fédération d'identité (WebSSO).

Les Identifiants de connexion sont strictement personnels et confidentiels. Le Titulaire et les personnes habilitées par l'Acheteur s'engagent à ne pas divulguer à autrui leurs Les Identifiants de connexion et sont seuls responsables de la préservation de leur confidentialité et, par conséquent, des conséquences d'une divulgation involontaire à quiconque.

Le Titulaire s'engage à mettre en place, en accord avec l'Acheteur, un accès sécurisé de type https, un système d'authentification forte, ainsi qu'une solution sécurisée de changement de mot de passe en cas de perte de celui-ci par l'Utilisateur, sans surcoût supplémentaire pour l'Acheteur.

Conformément au CCTP, le Titulaire doit assurer qu'il fournit une Solution pleinement exploitable avec les navigateurs Internet courants, y compris les montées de version de ces logiciels sur la durée de l'Accord-cadre.

7.16 - Disponibilité de la Solution

Le Titulaire reconnaît que la disponibilité de la Solution est une condition substantielle de la signature de l'Accord-cadre par l'Acheteur et s'engage en conséquence à assurer la disponibilité de la Solution à l'exception des périodes de maintenance prévues et acceptées par l'Acheteur qui en sera informé moyennant un préavis raisonnable. La disponibilité s'entend de l'accessibilité au serveur, à la Plateforme ainsi qu'à la totalité de la Solution.

A cet effet, le Titulaire s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens, notamment humains, afin d'assurer une réactivité maximale en cas de problème entraînant ou susceptible d'entraîner un incident en termes de disponibilité de la Solution.

Il est précisé que les sauvegardes effectuées par le Titulaire le seront sans aucun risque, notamment en termes de disponibilité de la Solution.

La Solution doit être accessible aux Utilisateurs de l'Acheteur 7j/7 et 24/24h, à l'exception des périodes de maintenance prévues et acceptées par l'Acheteur.

A cet effet, le Titulaire s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens, notamment humains, afin d'assurer une réactivité maximale en cas de problème entraînant ou susceptible d'entraîner un incident en termes de disponibilité de la Solution.

Il est précisé que les sauvegardes effectuées par le Titulaire le seront sans aucun risque, notamment en termes de disponibilité de la Solution.

7.17 - Respect des niveaux de service relatifs à la Solution

7.17.1 Principes généraux

Dans le cadre de la fourniture d'un service en mode SaaS et de la fourniture de prestations de back-office, et afin de maintenir la qualité et la continuité de la Solution, le Titulaire s'engage, sur la base d'une obligation de résultat, à respecter les engagements de niveaux de service (qualité et délais) décrits ci-dessous dans le cadre de l'hébergement et de l'exploitation de la Solution et ceci avec tout le soin et toute la diligence que l'Acheteur est en droit d'attendre.

Le Titulaire s'engage à alerter l'Acheteur sur tout événement, choix ou mesure perturbant la qualité et/ou la continuité du Service. Il s'engage de même à informer l'Acheteur sans délai en cas d'indisponibilité de la Solution et à rétablir le Service conformément aux engagements de niveaux de service définis au CCAP et au CCTP et de ses engagements définis dans son offre.

Les engagements en termes de réactivité du Titulaire et de disponibilité de la Solution sont définis ci-après.

Le non-respect de ces niveaux de service entraîne l'application des pénalités prévues à l'article « Pénalités » du CCAP, sans préjudice du droit pour l'Acheteur de résilier de plein droit l'Accord-cadre, dans les conditions définies au CCAP et de demander tous dommages et intérêts en réparation du préjudice subi.

7.17.2 Délai de prise en compte de l'alerte

Le **délai de prise en compte de l'alerte** par le Titulaire ne devra pas excéder **deux (2) heures ouvrées à compter de son émission**. Cette prise en compte prend la forme d'un **courriel** du Titulaire confirmant la réception de l'alerte, et les motifs estimés du dysfonctionnement ou de l'indisponibilité, ainsi que le temps de correction provisoire et/ou définitive estimé.

7.17.3 Indisponibilité ou dysfonctionnement du Service

L'indisponibilité du Service est mesurée grâce à l'indicateur Délai Maximal d'Interruption Admissible (DMIA). Par indisponibilité, on entend toute impossibilité pour l'Utilisateur d'accéder au service, quel que soit l'origine et l'importance des dysfonctionnements, dès lors qu'elle est imputable au Titulaire.

En cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement, le **DMIA** est de **cinq (5) heures** (heures ouvrées) par interruption à compter de l'émission de l'alerte.

7.17.4 Nombre d'interruptions du Service

Le **nombre d'interruptions du Service** ne doit pas excéder **2 par mois et 8 par an**, et ce dans le respect du délai maximum d'interruption admissible. Au-delà, l'Acheteur est en droit de résilier le présent Accord-cadre pour faute.

Pour comptabiliser le nombre d'interruptions annuelles du Service, le point de départ est la fin de la période de Vérification de Service Régulier (VSR).

Des pénalités pour non-respect de l'engagement de disponibilité du service seront appliquées sur les bases définies à l'article 11.3 du présent document.

La durée d'indisponibilité ne tient compte que de l'indisponibilité imputable au Titulaire dès signalement du début de l'incident détecté par l'Acheteur, ou encore par le Titulaire lui-même, qui dans ce dernier cas a une obligation d'information immédiate envers l'Acheteur, de l'incident.

7.17.5 Modalités de traitement en cas d'indisponibilité

En cas de **dysfonctionnement**, ou d'**indisponibilité** (partielle ou complète) de la Solution, les modalités suivantes sont appliquées :

- Le Titulaire **alerte** l'Acheteur du dysfonctionnement ou de l'indisponibilité de la Solution.
- Le cas échéant, l'Acheteur **alerte** le Titulaire du dysfonctionnement ou de l'indisponibilité de la Solution.
- A compter de l'émission de l'alerte, le délai de prise en compte par le Titulaire ne devra pas excéder le délai prévu au 7.17.2 ci-dessus haut.
- Cette prise en compte prend la forme d'un courriel du Titulaire confirmant la réception de l'alerte et les motifs estimés du dysfonctionnement ou de l'indisponibilité, ainsi que le temps de correction définitive estimé.
- Le Titulaire confirme dans sa communication par mail la recherche de solutions.
- Le Titulaire procède au diagnostic de l'incident et met en œuvre sa correction dans le cadre des exigences de service.
- Les causes précises des dysfonctionnements ainsi que les actions mises en œuvre pour les résoudre devront être communiquées à l'Acheteur dès clôture de l'incident. Seul l'Acheteur ou son représentant est habilité à clôturer une Anomalie suite à la déclaration par le Titulaire de la résolution du problème.

7.18 - Garanties relatives à la Solution

7.18.1 Garantie de conformité

Le Titulaire garantit à l'Acheteur la conformité de la Solution à la Documentation.

Le Titulaire doit offrir des garanties de conformité par rapport aux normes et réglementations en vigueur.

7.18.2 Garantie de disponibilité

Le Titulaire accorde à l'Acheteur une garantie de disponibilité de l'accès distant de type SaaS à la Solution, conforme aux engagements de niveaux de services pris dans le cadre du présent Accord-cadre.

7.18.3 Garantie de compatibilité

Le Titulaire garantit la compatibilité ascendante des versions successives de la Solution et des Livrables entre elles.

7.18.4 Garantie de non-régression

Le Titulaire garantit le maintien des performances à l'avenir et la non-dégradation des performances et des fonctionnalités dans le temps de la Solution.

7.18.5 Garantie d'évolution

De façon générale, le Titulaire garantit la capacité d'évolution de la Solution tant sur le plan de la capacité de stockage que sur le plan technique.

Le Titulaire garantit qu'il est apte à évoluer en fonction de l'état de la technique et des évolutions législatives ou réglementaires.

7.19 - Sécurité informatique

7.19.1 Infection de la Solution par un Programme Malveillant

Le Titulaire s'engage à fournir une Solution exempte de tout dispositif de Programme Malveillant.

Avant la livraison de la Solution, le Titulaire s'engage à procéder à une détection de Programme Malveillant au moyen d'outils de détection et d'éradication intégrant des fonctionnalités reconnues sur l'accord-cadre dans leur dernière version disponible au moment de la duplication.

Si, à l'issue de ce contrôle, il s'avérait que la procédure de détection de Programme Malveillant mise en œuvre par le Titulaire était inopérante, l'Acheteur notifiera par téléphone ou par courrier postal ou électronique au Titulaire qu'un Programme Malveillant a été détecté, et ce dans les plus brefs délais.

En réponse à cette notification, le Titulaire livrera dans les meilleurs délais et à titre gracieux, des supports de remplacement, exempts de Programme Malveillant.

7.19.2 Infection du système d'information par un Programme Malveillant

En cas d'introduction d'un Programme Malveillant dans le système d'information de l'Acheteur, le Titulaire et l'Acheteur conviennent de collaborer afin d'en déterminer l'origine d'un commun accord et d'en éradiquer les conséquences.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au seul Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au Titulaire, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

7.19.3 Notification des Incidents de Sécurité

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur, dans un délai de 72 heures à compter de sa survenance tout Incident de Sécurité impactant la Solution et affectant les systèmes d'information du Client comme du Titulaire, mis en œuvre dans le cadre de l'Accord cadre, notamment les cas d'indisponibilité du Service, les infections par des programme malveillants, l'accès et les modifications non autorisées, l'exploitation avérée ou supposée de vulnérabilités de sécurité.

Le Titulaire documente tout Incident de Sécurité, en indiquant les faits concernant l'Incident de Sécurité, les types de Données concernées, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le Titulaire s'engage à communiquer les informations dont il dispose dès qu'il a connaissance d'un Incident de Sécurité et les complète au fur et à mesure de son analyse de l'Incident de Sécurité. Le Titulaire répond aux demandes d'informations complémentaires de l'Acheteur concernant l'Incident de Sécurité dans les meilleurs délais.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un processus de traitement des Incidents de Sécurité. Il s'engage à informer l'Acheteur de l'avancement du traitement.

Le Titulaire garantit qu'aucun de ses sous-traitants, préposés ou agents n'exploite les vulnérabilités de sécurité, sauf autorisation préalable et écrite de l'Acheteur.

7.19.4 Tests d'intrusion et de vulnérabilité

Sans préjudice des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés par le Titulaire sur ses systèmes d'information, le Titulaire s'engage à réaliser, sur demande de l'Acheteur, des tests d'intrusion et de vulnérabilité aux fins d'évaluer la capacité des systèmes d'information d'empêcher et de résister à des attaques de sécurité informatique.

Ces tests devront, a minima, être conçus pour :

- répondre aux menaces et garder les systèmes d'information protégés en permanence,
- identifier et gérer les vulnérabilités des systèmes d'information,
- réduire les possibilités de pannes des systèmes d'information,

- améliorer le niveau de conformité des systèmes d'information aux standards et règlements.

Le Titulaire communiquera à l'Acheteur le rapport détaillé des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés composé notamment de tous les résultats des tests ainsi que des contre-mesures et recommandations pour sécuriser les systèmes d'information.

Les notifications d'Incident de Sécurité par le Titulaire sont à communiquer simultanément :

- aux contacts de l'Acheteur en charge de la relation contractuelle ;
- aux contacts métier/MOA de l'Acheteur avec lequel le Prestataire est en relation dans le cadre du Service ;
- au CERT du Groupe Caisse des Dépôts, l'équipe opérationnelle chargée de gérer les incidents de sécurité informatique pouvant impacter le groupe, via cert@caissedesdepots.fr

Si le rapport des tests d'intrusion et de vulnérabilité révèle des vulnérabilités, celles-ci seront prises en charges et traitées entre les Parties dans les conditions de l'article « Notification des Incidents de Sécurité ».

7.20 - Maintenance

Le Titulaire doit assurer les prestations de maintenance nécessaires au bon fonctionnement et à la continuité de la Solution. Il est seul responsable de tout dysfonctionnement lié à un défaut de maintenance. Il ne peut en aucun cas s'exonérer de sa responsabilité au titre de la maintenance sauf faute exclusivement imputable à l'Acheteur.

Il s'engage, dans le cadre d'une obligation de résultat, à :

- corriger les Anomalies qui pourraient avoir pour objet ou pour effet de dégrader ou d'interrompre le fonctionnement de la Solution mis à disposition de l'Acheteur et de la Solution dans les plus brefs délais ;
- assurer les services de maintenance de manière à ce que les engagements de niveaux de service tels qu'ils sont prévus à l'article 7.14 du CCAP, notamment en termes de qualité, de sécurité et continuité soient respectés ;
- adapter la Solution à l'évolution de l'état de la technique, aux règles de l'art et à la réglementation applicable en la matière, et plus généralement toute réglementation pertinente dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre ;
- informer, sans délai, l'Acheteur, de toute édition d'une mise à jour ou Nouvelle version de la Solution.

Il est convenu que cette maintenance et l'évolution technologique et réglementaire visées ci-dessus sont incluses dans les prix prévus à l'article 6 du présent Accord-Cadre.

7.21 - Traçabilité

L'Acheteur souhaite pouvoir suivre l'évolution des actions effectuées par le Titulaire ou par les Utilisateurs sur la Solution. À ce titre, toute intervention sur la Solution doit pouvoir être identifiée. Le Titulaire s'engage à fournir, à première demande de l'Acheteur, les données traçants, sous leurs aspects techniques et de sécurité, toutes les opérations réalisées par le Titulaire ou par les Utilisateurs.

Plus particulièrement, le Titulaire tient à la disposition de l'Acheteur les traces de connexion aux données à caractère personnel traitées lors de l'exécution des Prestations pendant une durée de 6 mois.

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur de toute Anomalie qu'il détectera dans les traces de connexion.

7.22 - Audit

Outre les audits au titre du Règlement européen sur la protection des données, les Parties conviennent que l'Acheteur, après en avoir avisé le Titulaire par écrit avec un préavis minimum de quinze (15) jours ouvrés, pourra faire procéder, à ses frais, à des audits, notamment de sécurité.

Ces audits pourront être effectués, soit par une structure d'audit interne au Groupe Caisse des Dépôts soumise à l'obligation de confidentialité mentionnée supra, soit par un cabinet extérieur au Groupe Caisse des Dépôts, tenu à une obligation de confidentialité, et qui ne pourra alors être un concurrent direct du Titulaire.

Il est expressément convenu que le Titulaire aura la faculté de refuser de façon motivée un nom de société extérieure proposé par l'**Acheteur** pour la raison ci-dessus évoquée.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes de l'**Acheteur** ou avec la société extérieure qu'il aura mandatée à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires. Il s'engage également à proposer un plan d'action qui résulterait de toute faille constatée lors de ces audits ou en toute autre circonstance, mettant en cause la confidentialité ou l'intégrité des Données de l'**Acheteur** et/ou de ses Affiliés (correction ou solution de contournement). Les failles seront traitées comme des Anomalies.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître un non-respect des obligations du Titulaire visées au présent Accord-cadre, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires dans un délai de quinze jours (15) ouvrés à compter de la notification du non-respect des obligations par l'**Acheteur** au Titulaire, aux frais exclusifs de ce dernier.

Les Parties conviennent, qu'en tout état de cause la procédure d'audit n'exonère pas le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

L'absence de mesures correctives ou la prise en compte partielle des observations de l'**Acheteur** entraîne, à la seule discrétion de ce dernier, la résiliation de l'Accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

Le contenu des audits réalisés et/ou l'absence d'audit ne sont pas opposables à l'**Acheteur**, le Titulaire gardant la maîtrise d'œuvre complète des obligations à sa charge.

7.23 - Réversibilité

Le Titulaire s'engage à assurer à la demande de l'**Acheteur**, pouvant être motivée par la fin de l'exécution de l'Accord-cadre ou la résiliation de celui-ci en cours d'exécution, une réversibilité, sur le plan technique, des Données sauvegardées et de la totalité des éléments dont il dispose afin de permettre à l'**Acheteur** ou à un Titulaire tiers, librement choisi par l'**Acheteur**, de reprendre les données dans les meilleures conditions afin que la phase de réversibilité n'entraîne aucune rupture de service et n'entraîne aucun dommage pour l'**Acheteur**, conformément à la réglementation applicable à l'**Acheteur**.

A ce titre, le Titulaire :

- a) informera systématiquement l'**Acheteur** de toute modification pouvant avoir une incidence sur la réversibilité,
- b) restituera, sur demande de l'**Acheteur**, au plus avant la date de prise d'effet de la fin de l'Accord-cadre lorsque cette date est connue ou au jour de la prise d'effet lorsque celle-ci est inopinée, l'intégralité des fichiers, Données, et/ou informations de l'**Acheteur** en sa possession ou ayant fait l'objet d'un archivage chez le Titulaire. A ce titre, le Titulaire renonce à tout droit de rétention.
- c) fournira à l'**Acheteur**, au plus tard lors de la restitution des fichiers, données et/ou informations qui lui appartiennent, toute information, toute recommandation, tout conseil, tout document nécessaire ou utile à l'**Acheteur** pour la mise en œuvre d'un service de niveau équivalent à celui assuré par le Titulaire dans le cadre du présent Accord-cadre.
- d) veillera à transférer aux équipes de l'**Acheteur** les compétences lui permettant de faire reprendre par un tiers les Données et de permettre la migration vers ce tiers. Le transfert de compétences consiste d'une manière générale en la communication à l'**Acheteur**, ou au tiers désigné par l'**Acheteur**, de toute information de quelque nature que ce soit permettant d'assurer le transfert de ses données vers un autre prestataire.
- e) assurera la continuité du Service pendant la phase de réversibilité.

L'ensemble de ces prestations liées à la phase de réversibilité est compris dans le prix de l'Accord-cadre.

Il est entendu que la phase de réversibilité interviendra au plus tard **deux (2) mois** avant le terme de l'Accord-cadre et pendant la durée nécessaire à sa mise en œuvre. Dans le cas d'une résiliation, cette phase interviendra dès la notification de la résiliation de l'Accord-cadre par le Pouvoir adjudicateur et pendant la durée nécessaire à la mise en œuvre du plan de réversibilité.

7.24 - Clause sociale : Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation ou en risque de décrochage scolaire

Le Titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire (L.122-2 code de l'éducation) et/ou soumis à l'obligation de formation pour les jeunes mineurs (L.114-1 code de l'éducation).

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire minimal exigé est de 300 heures, à réaliser pendant la durée de l'accord-cadre. Néanmoins, le Titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

7.24.1) Action en faveur d'un jeune en situation ou en risque de décrochage scolaire

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement du jeune et le jeune (ou son représentant légal). Le suivi du jeune est assuré par la MLDS ou par un acteur de l'Education Nationale à savoir enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais).

Le Titulaire reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports qui désigne un tuteur pédagogique.

Le Titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié de la Caisse des dépôts et consignations, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

Tout parcours fait l'objet d'une gratification mensuelle, versée au bénéficiaire lorsque les conditions sont réunies (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le Titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par l'accord-cadre.

7.24.2) Exécution de la clause sociale pendant la durée contractuelle et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par la Caisse des dépôts et consignations et la MLDS, qui s'assurent de la réalisation de l'action mise en œuvre par le Titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, intégration des fonctions support, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du Titulaire ou la Caisse des dépôts et consignations, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue - peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à la Caisse des dépôts et consignations par le Titulaire.

Le Titulaire transmet également à la Caisse des dépôts et consignations la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le Titulaire.

À la fin de l'action de remobilisation, le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

7.24.3) Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le Titulaire répond à toute demande de la Caisse des dépôts et consignations ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le Titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à la CDC :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- le bilan croisé (accompagné le cas échéant de l'attestation de présence du jeune bénéficiaire).

Toute transmission est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés suivant la demande par la Caisse des dépôts et consignations.

Pendant et à l'issue du parcours, le Titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer la Caisse des dépôts et consignations et la MLDS. Dans ce cas, la Caisse des dépôts et consignations et la MLDS étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

8 - Droit de propriété intellectuelle

8.1 - Protection des éléments de l'Acheteur

Le présent Accord-cadre n'emporte aucune cession, à quelque titre que ce soit, des droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations que l'Acheteur communique au Titulaire pour l'exécution du présent Accord-cadre sont et restent la propriété exclusive de l'Acheteur.

Le Titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit, autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent **Accord-cadre**.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence à l'Acheteur et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

8.2 - Licence d'Utilisation de la Solution et de la Documentation

L'Acheteur bénéficie de la part du Titulaire d'une **licence d'utilisation à titre non exclusif** sur la Solution et sa Documentation, et ce, à compter de sa mise à disposition.

Le prix de cette **concession** de droits est inclus dans le prix de réalisation des Services objet de l'Accord-cadre.

Le Titulaire demeure Titulaire des droits de propriété intellectuelle de la Solution et de la Documentation sous réserve des éléments propriété de l'Acheteur conformément à l'article 8.1 ci-avant.

Aucun autre critère ou élément que ceux prévus dans le CCTP ne peut justifier le paiement d'une redevance supplémentaire. Un changement de matériel, et/ou de site, une augmentation de la puissance du matériel ou le recours à des serveurs virtualisés, qu'ils soient mutualisés ou dédiés, ne peut en aucun cas donner lieu au paiement d'une redevance complémentaire.

Cette licence est consentie à l'Acheteur pour toute la durée de l'Accord-cadre, tout au long de la souscription à l'abonnement correspondant à la Solution, et pour le monde entier.

Les droits patrimoniaux concédés par le Titulaire à l'Acheteur sur la Solution et sa Documentation comprennent :

- le droit d'utiliser la Solution seule ou en combinaison avec d'autres logiciels pour les besoins de l'activité de l'Acheteur et celle de ses Utilisateurs ;
- le droit d'effectuer des copies de sauvegarde ou de secours de la Solution nécessaires pour garantir la disponibilité et la continuité d'utilisation ainsi que de la Documentation ;
- le droit de reproduire la Documentation, le code de la Solution ou la traduction de la forme de code lorsque celle-ci est indispensable pour obtenir les informations nécessaires à l'interopérabilité de la Solution avec d'autres logiciels ;
- le droit de reproduire de façon temporaire ou permanente tout ou partie de la Solution et de la Documentation par tout moyen et sous toute forme, par chargement, affichage, exécution, transmission ou stockage ainsi que d'observer, d'étudier ou tester le fonctionnement de la Solution afin de déterminer les idées et principes qui en sont à la base.

La présente licence porte sur tous les éléments de la Solution et sa Documentation.

L'Acheteur s'interdit cependant de supprimer ou d'altérer les mentions des droits d'auteur, les marques, les logos, ou tout autre signe distinctif figurant sur ces moyens ainsi que sur la Documentation.

8.3 - Droits de propriété intellectuelle octroyés par le Titulaire sur les autres Livrables

Le Titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre de l'article 6 du CCAP, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Livrables et aux éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent accord-cadre au titre du présent Accord-cadre, à l'exception de la Solution et de la Documentation, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support connu ou inconnu au jour de la signature du présent Accord-cadre, notamment sur supports papiers, électroniques ou numériques, informatiques, multimédia ;
- le droit de les représenter, en tout ou partie, par tout procédé connu ou inconnu au jour de la signature du présent Accord-cadre, notamment par réseaux d'ordinateurs et par réseaux de télécommunications internes ou externes, tels qu'intranet et Internet ;
- le droit de les diffuser, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la signature du présent Accord-cadre, notamment la diffusion en direct ou en différé par câble ou par satellite, par réseaux de télécommunications internes ou externes ;
- le droit de les adapter, sur tout support et par tout procédé connus et inconnus au jour de la signature du présent Accord-cadre ;
- le droit de les exploiter, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, par tout type de contrat, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif ;
- Le droit de les diffuser et de modifier les Livrables en totale autonomie pour le compte du Groupe CDC ;
- le droit de les distribuer, via la mise sur l'accord-cadre à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé ou sur tout support, connu ou inconnu à ce jour, et ce, quelle qu'en soit la destination, pour tout public, sans limitation.

La présente cession est conclue pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, pour le monde entier et pour une exploitation à titre gratuit ou non.

Le prix de la cession est inclus dans le prix des prestations objet du présent Accord-cadre.

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérification et admission de la Solution et de la maintenance associée

Par dérogation aux articles 28, 29 et 30 du CCAG-PI, les opérations de vérification s'effectueront dans les conditions suivantes.

Les opérations de vérification ont pour objet de vérifier que la Solution mise à disposition de l'Acheteur par le Titulaire, est conforme aux besoins et aux spécifications décrites dans les documents contractuels et ne comportent pas d'Anomalies.

Les Anomalies sont classées en trois catégories, en fonction de leur incidence sur le fonctionnement opérationnel de la Solution.

La réception de la Solution et des différents Livrables ne peut être prononcée par l'Acheteur qu'au moyen de la signature d'un procès-verbal de recette, avec ou sans réserve.

Aucune réception ne peut être effectuée de façon tacite.

Seule la recette définitive, c'est à dire celle à l'issue de la période de Vérification de Services Réguliers (VSR), vaut reconnaissance de conformité de la Solution.

9.1.1 Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) de la Solution

A compter de la date de notification de l'Accord-cadre, le Titulaire dispose d'un délai maximum **d'un (1) mois** pour mettre à disposition la Solution dans un environnement de recette, et déclencher les services demandés.

A compter de cette mise à disposition, et dans un délai maximum **d'un (1) mois**, l'Acheteur effectue des tests sur l'environnement de recette.

La VABF est prononcée si au terme de la période de **quatre (4) semaines**, visée ci-dessus, il ne subsiste plus d'Anomalies Bloquantes ou Majeures. Dans ce dernier cas, la VABF sera prononcée sous condition de la résolution des Anomalies mineures dans le cadre de la recette définitive. A l'issue de ce délai d'un mois et en l'absence d'Anomalies Bloquantes ou Majeures, le Titulaire livre la Solution dans un environnement de production.

La vérification des fonctionnalités de la Solution démarre lors de cette mise en production et se déroule dans les conditions mentionnées à l'article 9.1.2 ci-dessous.

En cas de réserves portant sur des Anomalies Bloquantes ou Majeures, le Titulaire dispose d'un délai de dix **(10) jours ouvrés** pour lever les réserves. Il est alors procédé à une nouvelle tentative de prononcé de VABF.

Pour palier un éventuel différé de la mise en service du site, le Titulaire s'engage dans son offre sur un fonctionnement en mode dégradé.

9.1.2 Vérification de services réguliers (VSR) de la Solution

La Vérification de Service Régulier (VSR) a pour but de constater que la Solution fournie par le Titulaire est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation (notamment le respect des niveaux de service et la conformité de l'Application web à la Documentation) en vue de prononcer la Réception Définitive de ladite Solution.

Cette opération de vérification débute à l'issue de la livraison en environnement d'exploitation de la Solution et dure **quatre (4) semaines**.

Durant cette période de VSR, le Titulaire s'engage à corriger toutes les Anomalies qui lui seront signalées par le Pouvoir Adjudicateur, dans le respect des niveaux de service exigés.

Le service sera régulier si :

- les temps de réponse sont conformes à l'état de l'art,
- aucun dysfonctionnement n'est constaté. En cas de dysfonctionnement, le Titulaire devra apporter la preuve qu'aucune de ses prestations n'en est la cause,
- les interventions sur incidents (Anomalies) se sont déroulées conformément aux engagements pris par le Titulaire.

A l'issue de la période de vérification de service régulier, l'Acheteur prononcera l'admission (ou encore réception définitive) à condition :

- d'une part, que la Solution fonctionne alors depuis plus de quinze (15) jours calendaires consécutifs sans apparition de nouvelle Anomalie Bloquante ou Majeure ;
- d'autre part, que l'ensemble des Anomalies Bloquantes et Majeures signalées au Titulaire aient été corrigées.

A défaut du prononcé de la Réception Définitive, l'Acheteur prononcera l'ajournement de la Réception Définitive, conformément aux dispositions ci-après. Lorsque l'Acheteur n'aura pas été en mesure de prononcer la Réception Définitive dans les délais prévus, du fait du Titulaire, il sera fait application des dispositions de l'article ci-après « Pénalités pour indisponibilité ». Lorsque l'Acheteur estime que la Réception Définitive ne peut être prononcée en raison d'Anomalie(s), il prononcera l'ajournement de la Réception Définitive en transmettant au Titulaire un avis d'ajournement motivé.

L'ajournement de la Réception Définitive entraîne la suspension des paiements.

L'Acheteur accordera un délai au Titulaire pour corriger les Anomalies. Si ce délai accordé apparaît insuffisant au Titulaire, celui-ci disposera d'un délai de cinq (5) jours courant à compter de la réception de l'avis d'ajournement pour indiquer, de manière motivée, en quoi le délai lui apparaît insuffisant et indiquer le délai complémentaire qu'il requiert.

En tout état de cause, le délai maximal accordé au Titulaire, à compter de l'avis d'ajournement, ne saurait dépasser **dix (10) jours ouvrés**. A défaut d'observations émises par écrit par le Titulaire dans les cinq (5) jours de la réception de l'avis d'ajournement, il sera considéré avoir accepté les motifs de l'ajournement ainsi que le délai proposé par l'Acheteur.

Dès livraison des corrections des Anomalies, il sera procédé à une nouvelle Vérification de Service Régulier sur une durée définie par l'Acheteur et dont le Titulaire est informé.

A l'issue de cette nouvelle vérification, si l'Acheteur ne peut toujours pas prononcer la Réception Définitive de la Solution, il sera procédé à un nouvel ajournement dans les conditions du présent article.

Si l'Acheteur ne peut toujours pas prononcer la Réception Définitive de la Solution à l'issue de la deuxième présentation en Vérification de Service Régulier, l'Acheteur pourra refuser définitivement la Réception Définitive de la Solution, auquel cas l'Acheteur pourra mettre fin de plein droit par anticipation à l'Accord-cadre, à la date d'envoi de l'avis de refus sans mise en demeure et ce, par dérogation aux dispositions du chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS.

Le refus définitif de prononcer la Réception Définitive de la Solution entraîne le non-paiement des sommes restant dues au Titulaire au titre de l'Accord-cadre, sans préjudice de l'application de pénalités et de tous dommages et intérêts au profit de l'Acheteur.

L'Acheteur se réserve également la possibilité d'accepter la Solution en l'état, sous réserve d'appliquer une réfaction du prix proportionnelle aux imperfections constatées et dont le montant ne peut excéder 50 % du prix forfaitaire de la prestation concernée.

La décision d'appliquer une réfaction est prise dans les conditions définies à l'article 30 du C.C.A.G - F.C.S.

La Réception Définitive de la Solution (signature du procès-verbal de Réception Définitive par les deux parties) déclenchera la période de garantie /maintenance.

9.1.3 Vérification et admission d'une Nouvelle Version de la Solution

Par dérogation aux articles 28, 29 et 30 du CCAG-PI, à la mise en œuvre d'une évolution majeure de la Solution (évolution hors Mise à jour et qui impacte l'architecture ou les fonctionnalités du site en ligne), le Pouvoir adjudicateur mandataire du groupement procède aux opérations de vérifications dans les mêmes conditions que celles définies aux articles 9.1.1 et 9.1.2.

Préalablement à la livraison de la version, les délais de chaque vérification peuvent être réduits en fonction de la nature de l'évolution, après accord commun des Parties.

9.1.4 Vérification des opérations de maintenance et de Mises à jour

Par dérogation aux articles 28, 29 et 30 du CCAG-PI, l'Acheteur se réserve la possibilité de vérifier **à l'issue de chaque année à compter de la mise en production de la Solution pour les opérations de maintenance, ou après réalisation de chaque Mise à jour**, le bon fonctionnement de la Solution et des opérations réalisées. Dans ce cadre, il vérifie que :

- la Solution respecte les niveaux de service contractuels et sur lesquels le Titulaire s'est engagé ;
- les incidents sont corrigés dans les délais définis dans les documents contractuels ou d'un commun accord entre les Parties ;

- les Mises à jour demandées par l'Acheteur sont conformes à la demande de ce dernier.

Dans le cas où des défauts ou manquements sont constatés par l'Acheteur, celui-ci se réserve la possibilité, en sus des pénalités prévues à cette fin, d'appliquer une réfaction du prix de la maintenance proportionnelle aux imperfections constatées sur l'année et dont le montant ne peut excéder 50 % du prix forfaitaire de la prestation. Cette réfaction pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation spécifique audit Titulaire.

Si les défauts et manquements constatés à l'occasion des opérations de maintenance entravent gravement le fonctionnement de la Solution ou entraînent durablement son indisponibilité, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier l'Accord-cadre, après mise en demeure du Titulaire.

9.2 - Vérification des autres prestations

Par dérogation aux articles 28 et 29 du C.C.A.G.-P.I., les opérations de vérification et d'admission des prestations seront effectuées dans les conditions suivantes :

A la remise de chaque Livrable dû au titre d'une prestation commandée, le Pouvoir Adjudicateur procède, dans un délai de quinze (15) jours, à la vérification du Livrable remis. A ce titre, le Pouvoir Adjudicateur vérifie :

- Que le Livrable remis est complet et conforme aux exigences des Documents Contractuels ;
- Que le Livrable remis présente le niveau de qualité que le Pouvoir Adjudicateur est en droit d'attendre au titre de l'accord-cadre.

Aucune validation tacite des Livrables remis par le Titulaire ne pourra avoir lieu dans le cadre du présent accord-cadre.

Dès lors que i) les Livrables sont conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte le(s) Livrable(s) ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels, le Pouvoir Adjudicateur procède à l'admission des prestations. Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels, le Pouvoir Adjudicateur informera le Titulaire du rejet des prestations, en indiquant les motifs de ce rejet.

En cas de rejet, si les défauts constatés affectent le(s) Livrable(s) remis, le Titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la réception de la décision de rejet transmise par le Pouvoir Adjudicateur.

En cas de nouveau refus de validation par le Pouvoir Adjudicateur, ou en l'absence de correction du Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, le Pouvoir Adjudicateur pourra :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance du Pouvoir Adjudicateur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire ;
- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû, et le cas échéant, résilier l'accord-cadre de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 12 du C.C.A.G.-P.I sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Garanties Financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'Accord-cadre.

10.2 - Avance

Sans objet.

10.3 - Acomptes et paiements partiels définitifs

L'exécution des prestations ne donne pas lieu au versement d'acompte.

Le montant des prestations commandées est réglé après vérification et admission du ou des livrables dus au titre de la prestation prononcée dans les conditions définies au présent CCAP, et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le Titulaire.

10.4 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement (acomptes, soldes, règlement définitif) sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables en cours d'exécution et directement liés à l'Accord-cadre ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- La nature des prestations exécutées.

De plus, les demandes de paiement (acomptes, soldes, règlement définitif) doivent indiquer impérativement le numéro de commande du Pouvoir Adjudicateur et comporter les coordonnées bancaires ou être accompagnées d'un RIB. A défaut, elles sont retournées au Titulaire.

Facturation électronique :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par courrier postal seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1er janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution du marché.

Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : assistance-sy@caissedesdepots.fr.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr

Le mode opératoire « Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements » ainsi que le « Portail SY - Les bonnes pratiques à adopter » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

L'Acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier toute demande de paiement qui comporterait des erreurs ou serait incomplète. Dans ce cas, il notifie au Titulaire la demande de paiement rectifiée.

10.5 - Délai global de paiement

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

10.6 - Paiement des cotraitants

En cas de cotraitance :

- En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de Groupement solidaire, le paiement peut être soit effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du Groupement ou du mandataire, soit réparti entre les membres du Groupement, selon les stipulations prévues à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.7 - Paiement des sous-traitants

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution de prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont les suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'Accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au Pouvoir Adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'Acheteur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionnés plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11 - Pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions ci-après.

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14.1 du CCAG. P.I.

Les stipulations de l'article 14.2 du C.C.A.G P.I. sont applicables au présent accord-cadre et complètent le présent article 10.

11.1 - Conditions générales d'application des pénalités

Toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux Documents Contractuels, ou force majeure

Les pénalités autres que les pénalités de retard ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire au cours de l'accord-cadre, hors pénalités appliquées au titre de l'article 10.3 du présent CCAP, ne pourra pas être supérieur à 50 % du montant global et forfaitaire en euros HT de l'accord-cadre stipulé dans les Documents Contractuels.

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de l'accord-cadre de plein droit pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 « Résiliation pour faute du Titulaire » du C.C.A.G.-P.I.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer les pénalités.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

Cette pénalité s'appliquera sauf cas de force majeure et sous réserve que le retard ne soit pas imputable à l'Acheteur. L'Acheteur émettra un titre exécutoire correspondant au montant des pénalités et notifiera le décompte des pénalités au Titulaire. Il est convenu que l'Acheteur déduira le montant de ce titre exécutoire du règlement correspondant au mois des prestations qui font l'objet des pénalités, ou à défaut, du règlement correspondant au(x) mois suivant(s).

11.2 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-P.I., le Titulaire encourt, en cas de retard d'exécution d'une prestation, dans la livraison ou la correction d'un Livrable, au regard des délais de livraison ou de correction définis par les Documents Contractuels, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

$$P = V \times R / 100.$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité appliquée ;
- V correspond au prix, tel que stipulé dans les Documents Contractuels, de la prestation affectée du retard, ou en exécution de laquelle est dû le Livrable affecté du retard ;
- R correspond au nombre de jours calendaires de retard dans l'exécution de la prestation, la livraison ou la correction du Livrable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

11.3 - Pénalités pour report ou annulation d'une prestation

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.- P.I, les pénalités applicables en cas de report ou d'annulation d'une prestation du fait du Titulaire sont celles définies à l'article 4.4 du CCTP.

11.4 - Pénalités pour indisponibilité

En cas d'indisponibilité de la Solution, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Dépassement du délai d'indisponibilité (DMIA) : **100 euros** par jour d'interruption à partir de la deuxième journée d'interruption consécutive
- Dépassement du nombre d'indisponibilités : **100 euros** par nouvelle indisponibilité.

11.5 - Pénalité pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant cumulé HT des prestations à bons de commande émis en exécution de l'Accord-cadre et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Ces pénalités ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

11.6 - Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité et de sécurité

Par dérogation à l'article 14.2 alinéa 2 du C.C.A.G. - P.I, l'obligation de confidentialité et de sécurité est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire.

En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité et de sécurité dont il est rapporté la preuve par l'Acheteur, le Titulaire sera redevable à l'égard de l'Acheteur, après notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une indemnité forfaitaire de trente mille euros (30 000 €) HT due à titre de clause pénale, sans préjudice de tous dommages et intérêts en indemnisation des préjudices afférents.

L'indemnité forfaitaire est applicable par violation constatée de l'obligation susvisée.

Le Titulaire reconnaît que cette clause pénale n'est ni dérisoire ni excessive au regard des enjeux de l'accord-cadre et des informations auxquelles il aura accès.

11.7 - Pénalité pour non-respect des obligations environnementales

En cas de non-respect des obligations environnementales prévues au CCTP et dans le présent CCAP, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 5% du montant cumulé TTC des prestations forfaitaires et des bons de commande correspondants émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise.

12 - Responsabilités

Le Titulaire est responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

D'un commun accord, les Parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des **dommages directs** causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, l'Acheteur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par l'Acheteur au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

Les Parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

Les Parties conviennent que les stipulations du présent article ne sont pas applicables en cas de manquement ou négligence du Titulaire en matière de protection des données à caractère personnel. Seules les dispositions de l'annexe type « Traitement des données personnelles » sont applicables en cas de mise en jeu de la responsabilité des Parties en matière de protection des données à caractère personnel.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification de l'Accord-cadre et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'Accord-cadre avant tout commencement d'exécution, qu'il

est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à la reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'Accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai **d'un (1) mois**. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

14 - Résiliation de l'Accord-cadre

14.1 - Conditions de résiliation de l'Accord-cadre

L'accord-cadre pourra être résilié par l'Acheteur selon les stipulations des articles 36 à 42 du C.C.A.G.-P.I., avec les réserves et précisions suivantes :

- 1- La résiliation ne peut être prononcée dans les cas prévus aux articles 39 1° d) et 39 1° n) du C.C.A.G.-P.I. que par l'Acheteur.
- 2- La résiliation pourra en outre, être prononcée par l'Acheteur en cas d'atteinte du plafond de pénalité dans les conditions de l'article 10.1 du présent CCAP ;
- 3- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article L.2142-1 et suivants et article R.2142-1 et suivants et article R.2143-3 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord-cadre.

En cas de résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article 40 du C.C.A.G.-P.I., pour motif d'intérêt général, le Titulaire ne percevra aucune indemnisation.

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'Accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

14.2 - Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire de l'Accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'Accord-cadre.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'Accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'Accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé

ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'Accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

16 - Clauses complémentaires

16.1 - Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujetti aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT). La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

16.2 - Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

16.3 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

16.4 - Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire produira ainsi tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2° du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

16.5 - Conflit d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent marché toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

17 - Dérogations au CCAG - Prestations intellectuelles

- L'article 5.2 du CCAP déroge aux articles 13.1 et 13.3.2 du CCAG-PI ;
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-PI ;
- L'article 9 du CCAP déroge aux articles 28 et 29 du CCAG-PI ;
- L'article 11.2 du CCAP déroge aux articles 14.1 du CCAG-PI ;
- L'article 11.3 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-PI ;
- L'article 11.5 du CCAP déroge à l'article 14.2 al.2 du CCAG-PI ;